

Christoph Andenmatten

« Nous devons accompagner et soutenir les entreprises »

Le directeur Christoph Andenmatten partira à la retraite fin août 2021. Dans l'entretien qu'il nous accorde, nous revenons avec lui sur plus de 30 ans d'histoire de l'association.

De la vallée de Saas en Valais à la Seestrasse à Zurich: votre parcours a sans doute été marqué par bien des étapes. Quelles furent selon vous les plus importantes?

Christoph Andenmatten: À onze ans déjà, j'ai quitté la maison familiale pour aller au Collège de Brigue. J'ai ensuite étudié le droit et l'économie à l'Université de Berne. J'ai ensuite passé l'examen d'avocat en Valais et travaillé dans des cabinets d'avocats. Par hasard, j'ai rencontré quelqu'un qui m'a conseillé de m'inscrire pour un stage de dix-huit mois auprès de Crédit Suisse, à Bâle. J'ai ensuite travaillé pendant plusieurs années dans le secteur de l'assainissement et de la restructuration d'entreprises. Cela a été une période intéressante et enrichissante de ma vie, mais en fait je n'étais qu'un rouage d'une grande mécanique. J'ai alors regardé autour de moi et en 1990, un bureau de placement m'a convoqué pour un entretien avec la direction de l'Union Suisse du Métal (USM) au buffet de la gare de Zurich. Peu après, j'ai signé le contrat de travail.

À quoi ressemblait le monde associatif en 1990?

Il était intéressant de constater qu'à la banque, nous étions déjà plus en avance dans le domaine informatique. Ici, cependant, j'avais un petit ordinateur avec écran et un logiciel de traitement de texte. L'e-mail n'existait pas, la communication et toute la gestion étaient plutôt lourdes. L'association était représentée par quelques fortes personnalités d'entrepreneurs, ce qui pouvait avoir des côtés positifs et négatifs. Il se trouvait suffisamment de personnes engagées pour assumer les mandats. Mais les problèmes et les tâches étaient plus ou moins les mêmes qu'aujourd'hui: nous devons accompagner et soutenir les entreprises.

Comment avez-vous vécu l'évolution de la société qui s'est opérée depuis lors?

Une anecdote me vient à l'esprit: la direction composée de neuf personnes se réunissait tous les lundis. Plus de la moitié d'entre elles étaient fumeuses et allumaient allègrement leurs cigarettes. Elles n'auraient même pas eu l'idée de demander aux non-fumeurs si cela les dérangeait. Il y a eu de profonds changements et nous sommes devenus beaucoup plus prévenants dans nos relations mutuelles. Dans le même temps, l'individualisme et l'auto-optimisation ont pris beaucoup d'importance: travail, famille, sport, équilibre entre vie professionnelle et vie privée jouent un rôle central. En conséquence, il devient de plus en plus difficile de trouver des personnes disposées à s'engager pour l'association.

On se souvient des années 1990 comme d'une période de faible croissance. Comment cela s'est-il répercuté sur notre branche?

Cela a eu un double effet au sein de l'USM. D'une part, nous avons dû nous redresser d'une débâcle financière, qui avait été entraînée par un mauvais investissement colossal dans un centre associatif à Dietikon dans les années 1980. Les relations étaient très tendues. Les membres nous ont reproché de leur occasionner des charges supplémentaires au lieu de les soutenir. L'inflation était élevée, notamment à la suite du crash boursier du lundi noir du 19 octobre 1987. Les carnets de commandes de nombreuses entreprises étaient presque vides et ont dû recourir au chômage partiel pour passer le cap. Nombre d'entre elles ont été confrontées à des problèmes financiers et de droit du travail, elles ont dû licencier, restructurer et il y a eu nettement plus de faillites qu'auparavant. Cette période a d'une part été très difficile, mais

aussi intéressante, car nous avons pu apporter notre soutien aux entreprises sur les questions juridiques et économiques. D'autre part, face à la forte inflation, les syndicats ont fait valoir de fortes revendications, ce qui a donné lieu à des luttes acharnées. En 1992, la Suisse a voté sur son adhésion à l'Espace économique européen (EEE). Sur la base d'un sondage réalisé auprès des membres, nous nous sommes exprimés en sa faveur, mais avons malgré tout été massivement attaqués de plusieurs côtés. Aujourd'hui encore, je suis convaincu qu'un OUI aurait eu un effet positif sur la coopération économique avec l'UE et que les relations avec ce principal partenaire commercial seraient aujourd'hui moins tendues.

De quels événements de l'histoire de l'association vous souvenez-vous plus particulièrement?

On se souvient en général des événements qui ont suscité des émotions. Durant les sept premières années que j'ai passées au sein de l'association, j'ai été mis à rude épreuve à cause des conséquences de la débâcle financière. De nombreux membres ont ainsi démissionné. Dans le même temps, il s'est avéré que la structure de l'époque (construction métallique et technique agricole réunies au sein d'une seule et même structure) ne convenait plus. L'une des deux branches avait toujours

Christoph Andenmatten, lic. dr., a rejoint l'Association, qui s'appelait à l'époque Union Suisse du Métal USM, en qualité de responsable du département Questions patronales et sociales le 1^{er} mars 1990. Il y a également occupé les postes de fondé de pouvoir, de membre de la direction et de vice-directeur depuis le 1^{er} janvier 1994. Depuis début 2014, il était directeur d'AM Suisse et secrétaire de la commission des questions patronales et sociales. Christoph Andenmatten partira à la retraite le 31 août 2021.

Christoph Andenmatten

«Wir müssen die Betriebe begleiten und unterstützen»

Ende August 2021 geht Direktor Christoph Andenmatten in Pension. Wir blicken im Gespräch mit ihm auf mehr als 30 Jahre Verbandsgeschichte zurück.



Vom Saasertal im Wallis an die Seestrasse in Zürich – da mussten in Ihrem Leben ein paar Weichen gestellt werden. Welches waren die Wichtigsten?

Christoph Andenmatten: Ich habe bereits mit elf Jahren mein Elternhaus verlassen, um die Schule im Kollegium in Brig zu besuchen. Dann studierte ich an der Universität Bern Rechts- und Wirtschaftswissenschaft. Anschliessend machte ich mich im Wallis an die Anwaltsprüfung und arbeitete in Anwaltspraxen. Per Zufall traf ich jemand, der mir empfahl, mich beim Bankverein in Basel für ein achtzehnmonatiges Praktikum zu melden. Anschliessend arbeitete ich mehrere Jahre im Bereich Sanierung und Restrukturierung von Firmen. Eine interessante und lehrreiche Zeit, aber eigentlich war ich nur ein Rädchen einer grossen Maschine. Ich schaute mich um und ein Personalvermittler arrangierte 1990 ein Treffen mit der Verbandsspitze der Schweizerischen Metall-Union SMU im Bahn-

hofbuffet Zürich. Kurz danach unterschrieb ich den Arbeitsvertrag.

Wie sah 1990 die Verbandswelt aus?

Interessant zu sehen war, dass wir bei der Bank in Sachen EDV schon einigermaßen fortgeschritten waren. Hier jedoch hatte ich einen kleinen Computer mit Bildschirm und einem Schreibprogramm. Es gab kein E-Mail, und die Kommunikation wie auch der ganze Betrieb waren eher schwerfällig. Der Verband war geprägt von wenigen, starken Unternehmerpersönlichkeiten – das konnte positiv und auch negativ sein. Man fand genügend engagierte Leute, um die Chargen zu besetzen. Aber die Probleme und Aufgaben waren mehr oder weniger die gleichen wie heute: Wir müssen die Betriebe begleiten und unterstützen.

Wie haben Sie den Wandel in der Gesellschaft seither erlebt?

Mir fällt dazu eine Anekdote ein: Jeden Montag traf sich die Ge-

schäftsleitung, neun Personen. Gut die Hälfte davon waren Raucher, und die qualmten, was das Zeug hielt. Niemand wäre auf die Idee gekommen, sich bei den Nichtraucherern zu erkundigen, ob sie das stört. Da hat ein starker Wandel stattgefunden, im Umgang miteinander sind wir viel sorgfältiger geworden. Gleichzeitig haben der Individualismus und die Selbstoptimierung stark zugenommen – Beruf, Familie, Sport, Work-Life-Balance spielen eine wichtige Rolle – was zur Folge hat, dass es immer schwieriger wird, Leute zu finden, die sich für den Verband engagieren.

Die 1990er Jahre bleiben als wachstumsschwach in Erinnerung. Wie wirkte sich das auf unsere Branche aus?

In der SMU wirkte sich das doppelt aus. Einerseits waren wir mit dem Aufräumen eines finanziellen Debakels gefordert, das eine massive Fehlinvestition in ein Verbandszentrum in Dietikon in den 1980er Jahren hinterlassen hatte. Das Verhältnis war sehr angespannt. Die Mitglieder warfen uns vor, sie zusätzlich zu belasten, statt Unterstützung zu bieten. Es herrschte eine hohe Inflation, unter anderem eine Folge des Börsencrashes mit dem Schwarzen Montag am 19. Oktober 1987. Zahlreiche Betriebe hatten zu wenig Aufträge, was einige mit Kurzarbeit überbrücken konnten. Viele waren mit finanziellen und arbeitsrechtlichen Problemen konfrontiert, mussten Leute entlassen, restrukturieren und es gab deutlich mehr Konkurse als vorher. Einerseits war das eine sehr schwierige, aber auch interessante Zeit, weil wir die Unternehmen in rechtlichen und betriebswirtschaftlichen Fragen unterstützen konnten. Auf der anderen Seite traten die Gewerkschaften angesichts der grossen Inflation mit hohen Forderungen an, was zu harten Kämpfen führte. Und 1992

Christoph Andenmatten, lic. jur., trat am 1. März 1990 als Abteilungsleiter Arbeitgeber- und Sozialfragen in den Verband, damals Schweizerische Metall-Union SMU, ein. Seine weiteren Funktionen waren Prokurist, Geschäftsleitungsmitglied und ab 1. Januar 1994 Vize-Direktor. Seit Anfang 2014 war er Direktor AM Suisse und Sekretär der Kommission Arbeitgeber- und Sozialfragen. Christoph Andenmatten geht am 31. August 2021 in Pension.

l'impression d'être lésée. Lorsque la situation au sein de l'association s'est calmée en 1997, nous avons pu procéder à la révision des structures et l'adopter en 1999. Je garde bien sûr un excellent souvenir de ces sept dernières années en tant que directeur. C'est là que de grands projets ont vu le jour, comme le changement de marque qui a également suscité de vives discussions, notamment en raison des coûts qu'il occasionnerait. Le centre de formation d'Aarberg a ensuite été agrandi avec l'intégration de la construction métallique. Cette période a été très agitée, mais il y a eu de bons moments, comme l'expérience du positionnement unitaire du comité. Mais quand aujourd'hui nous constatons par exemple que, contrairement à l'ancienne situation où 26 associations régionales avaient toutes une identité différente, nous nous présentons aujourd'hui de manière uniforme et que les membres se sentent à l'aise dans les deux structures Agrotec Suisse et Metaltec Suisse, je puis affirmer que le jeu en valait la chandelle.

Les exigences posées aux entreprises n'ont cessé d'évoluer : environnement, normes, prescriptions, lois, etc. En quoi cela a-t-il marqué l'association ?

La densité réglementaire croissante pèse sur toutes les PME. J'ai toujours eu l'impression de me battre contre des moulins à vent. Pour obtenir des résultats, toutes les associations économiques doivent parler d'une même voix et se faire entendre au niveau politique. Chaque nouvelle réglementation entraîne au final des coûts supplémentaires pour les entreprises. Avec nos associations partenaires européennes, nous sommes efficaces dans la mise en œuvre des normes. En tant que pays non-membre de l'UE, nous ne pouvons pas participer à la définition des normes, mais nous pouvons commencer à les mettre en œuvre à un stade précoce et apporter le soutien correspondant à nos membres.

Alors même que les entrepreneurs et les spécialistes sont très sollicités, comment parvenir à les convaincre de s'engager en faveur de la branche et à entretenir un dialogue fructueux avec eux ?

Les charges qui pèsent sur les entrepreneurs se sont accrues et, dans le même temps, ces derniers ont changé. Ils sont également concernés par le processus

d'individualisation. En conséquence, nous trouvons moins de personnes disposées à s'engager pour l'association. C'est pourquoi nous avons créé au sein du comité central un système d'incitation ne reposant pas sur la rémunération, mais mettant au premier plan les avantages et la valeur de l'activité associative. Les expériences, le réseau, l'échange d'idées, la négociation, la recherche de compromis au sein des organes sont un atout indéniable pour tout chef d'entreprise.

Même les jeunes qui commencent à exercer nos métiers ne sont plus les mêmes qu'il y a trente ans. Qu'a fait la branche pour réagir à cette évolution ?

Nous misons sur les canaux de communication des jeunes et sommes présents sur les réseaux sociaux. Mais de manière générale, nous sommes confrontés à un changement sociétal où de nombreux parents souhaitent que leurs enfants entreprennent des études gymnasiales et exercent ainsi sur eux une certaine pression. C'est notamment dû au fait que l'artisanat a un problème d'image : mains sales, travail par tous les temps, etc. Dans notre campagne, nous essayons d'y remédier, mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan. Les entreprises doivent être actives et présentes dans la sphère publique ainsi que conserver leur prestige. Ces aspects jouent un rôle décisif et constituent la meilleure publicité pour les métiers de l'artisanat. Et j'espère que davantage de jeunes auront à nouveau envie d'exercer une activité pleine de sens.

La formation est confrontée à un énorme bond en avant dans le domaine technologique et numérique. Comment une association peut-elle, avec ses structures, réagir rapidement à de telles évolutions, mais avec des solutions de long terme ?

Au sein de l'association, nous réagissons sans perdre de temps et en ce qui concerne les évolutions techniques, les entrepreneurs occupent la première place dans nos commissions. Nous savons exactement ce qui se passe et ce transfert de savoir-faire est un élément essentiel du succès de l'association. Les nouveautés doivent toutefois être intégrées à la formation professionnelle et dans la mesure où cela entraîne des modifications des ordonnances sur la formation professionnelle, les procédures auprès du SEFRI (Secrétariat

d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation) sont encore trop longues.

L'Union Suisse du Métal est devenue AM Suisse. Comment l'association a-t-elle évolué ?

Une chose est certaine : tous les membres se définissent comme faisant partie d'Agrotec Suisse, de Metaltec Suisse ou de Farriertec Suisse et s'identifient à leurs branches respectives. Les uns considèrent AM Suisse comme le toit, les autres comme le socle, en fonction de leur vision.

Qu'en est-il de la solidarité au sein de la branche ?

Les deux associations professionnelles n'ont pas grand-chose en commun, elles sont confrontées à des problèmes différents et jouissent d'une grande autonomie. Au sein de la branche, il existe une solidarité régionale. Par exemple, apprentis ou collaborateurs s'entraident. Mais la concurrence est féroce et cela n'encourage pas la solidarité.

Construction métallique, technique agricole et maréchalerie, tous nos secteurs sont issus de la forge du village. Toutefois, ils ont beaucoup évolué. Comment les réunir sous un même dénominateur ?

C'est un grand écart permanent. Chercher des points communs entre eux n'est pas la solution. Il faut au contraire trouver ce qui est bénéfique à tous. Les exemples sont le centre de formation d'Aarberg, la convention collective de travail, un back-office commun, des caisses sociales et de compensation. Ainsi, les associations professionnelles ont une plus grande utilité que si elles devaient assumer toutes ces tâches seules.

Le partenariat social n'est probablement plus la même force qu'avant. Pourquoi ?

Auparavant, les syndicalistes avaient majoritairement suivi un apprentissage professionnel, ils n'avaient pas d'activité politique et avaient une conception de base des besoins des entreprises. Aujourd'hui, de nombreuses personnes viennent des universités, on assiste à une idéologisation et on comprend de moins en moins le monde des PME. C'est dangereux. Les revendications motivées par des idéologies entraînent un durcissement pouvant même aller jusqu'au vide conventionnel. Autrefois, on restait assis autour d'une table

fand die Abstimmung über den Europäischen Wirtschaftsraum EWR statt. Wir haben uns, abgestützt auf eine Umfrage bei den Mitgliedern, dafür ausgesprochen, wurden aber trotzdem von verschiedenen Seiten massiv angegriffen. Ich bin heute noch überzeugt, dass sich ein JA positiv auf die wirtschaftliche Zusammenarbeit mit der EU ausgewirkt hätte und das Verhältnis zu diesem wichtigsten Handelspartner heute entspannter wäre.

Welche Ereignisse in der Verbandsgeschichte bleiben Ihnen in besonderer Erinnerung?

In Erinnerung bleiben meistens Ereignisse, die mit Emotionen verbunden sind. Meine ersten rund sieben Jahre im Verband waren wir mit den Folgen des Finanzdebakels gefordert. Zahlreiche Mitglieder traten deshalb aus. In der gleichen Zeit zeigte sich, dass die damalige Struktur – Metallbau und Landtechnik in einem Gefäss – nicht mehr taugte. Die eine oder andere Branche fühlte sich immer wieder übervorteilt. Als sich 1997 die Situation im Verband beruhigt hatte, konnten wir die Strukturüberarbeitung angehen und 1999 verabschieden. Stark in Erinnerung bleiben mir natürlich die letzten sieben Jahre als Direktor. Darin fielen die grossen Projekte, wie der Markenwechsel, der auch zu grossen Diskussionen führte, nicht zuletzt wegen der Kosten. Es folgte die Erweiterung des Bildungszentrums Aarberg mit der Integration des Metallbaus. Die Zeit war sehr unruhig – aber es gibt immer schöne Erlebnisse, zum Beispiel die Erfahrung, dass der Verbandsvorstand immer geeint auftrat. Und wenn wir zum Beispiel feststellen, dass wir im Gegensatz zu den früher 26 unterschiedlichen Auftritten der regionalen Verbände heute einheitlich auftreten und sich die Mitglieder in den zwei Gefässen Agrotec Suisse und Metaltec Suisse heimisch fühlen, dann darf ich sagen, dass es sich per Saldo gelohnt hat.

Die Anforderungen an die Unternehmen haben sich laufend verändert – Umwelt, Normen, Vorschriften, Gesetze etc. Wie hat das den Verband geprägt?

Die zunehmende Regulierungsdichte belastet alle KMU. Da kam ich mir immer wie bei einem Kampf gegen Windmühlen vor. Wir können nur auf politischer Ebene und mit einem geschlossenen Auftritt aller Wirtschaftsverbände etwas erreichen. Jede neue Regelung hat am Schluss zusätzlich Kosten für die Unternehmen zur Folge. Erfolgreich sind wir in der Normenumsetzung, zusammen mit unseren europäischen Partnerverbänden. Wir können als Nicht-EU-Mitglied die Normen zwar nicht mitbestimmen, aber wir können die Umsetzung frühzeitig angehen und unsere Mitglieder darin unterstützen.

Wie gelingt es trotz der hohen Beanspruchung von Unternehmern und Fachleuten, diese für das Engagement für die Branche zu gewinnen und einen fruchtbaren Dialog mit ihnen zu führen?

Die Belastung der Unternehmer hat zugenommen, und gleichzeitig haben sich die Unternehmer gewandelt. Der Individualisierungsprozess hat auch sie erfasst. Das hat zur Folge, dass wir weniger Leute für das Engagement im Verband gewinnen können. Wir haben deshalb im Zentralvorstand ein Anreizsystem geschaffen, das nicht auf Entlohnung basiert, sondern die Vorteile und den Wert der Verbandstätigkeit in den Vordergrund stellt. Die Erfahrungen, das Netzwerk, der Gedankenaustausch, das Verhandeln, das Kompromissfinden in den Gremien sind ein Gewinn für den Unternehmer.

Auch die jungen Menschen, die in unsere Berufe einsteigen, sind nicht mehr dieselben wie vor dreissig Jahren. Wie hat die Branche darauf reagiert?

Wir setzen auf die Kommunikationskanäle der Jungen und sind in den Sozialen Medien präsent. Aber grundsätzlich sind wir mit einem gesellschaftlichen Wandel konfrontiert, dass viele Eltern eine gymnasiale Laufbahn ihrer Kinder wünschen und auch entsprechend Druck ausüben. Das kommt nicht zuletzt davon, dass das Handwerk ein Imageproblem hat: schmutzige Hände, Arbeiten bei jedem Wetter und so weiter. In

unserer Kampagne versuchen wir dem entgegenzutreten, aber das ist nur ein Tropfen auf den heissen Stein. Entscheidend sind die Unternehmen, die aktiv sind, ihr Prestige pflegen, in der Öffentlichkeit präsent sind und so die beste Werbung für handwerkliche Berufe machen. Und ich habe die Hoffnung, dass mehr junge Leute wieder eine sinnstiftende Tätigkeit suchen.

Die Ausbildung sieht sich mit einem enormen Schub an Technologie und Digitalisierung konfrontiert. Wie kann man als Verband mit seinen Strukturen schnell und doch langfristig auf solche Entwicklungen reagieren?

Im Verband reagieren wir schnell und bezüglich technischer Entwicklungen sind die Unternehmer in unseren Kommissionen ganz vorne dabei. Wir wissen genau, was läuft, und dieser Know-how-Transfer ist ein wesentlicher Teil des Verbandserfolges. Die Neuerungen müssen aber in die Berufsbildung integriert werden und insofern dies Änderungen in den Berufsbildungsverordnungen nach sich zieht, dauert das Verfahren beim SBFI (Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation) noch zu lange.

Aus der Schweizerischen Metall-Union wurde AM Suisse – wie hat sich der Verband verändert?

Neu ist sicher, dass sich alle Mitglieder als Zugehörige von Agrotec Suisse, Metaltec Suisse oder Farriertec Suisse definieren und mit den jeweiligen Branchen identifizieren. AM Suisse ist das Dach oder das Fundament – die einen sehen es lieber so oder anders.

Wie steht es um die Solidarität innerhalb der Branche?

Die beiden Fachverbände haben nicht viel gemeinsam, sie haben mit unterschiedlichen Problemen zu tun und wirken weitgehend autonom. Innerhalb der Branchen gibt es regionale Solidarität, man hilft sich zum Beispiel aus mit Lernenden oder Mitarbeitenden. Aber der Wettbewerb ist knallhart und das fördert die Solidarität nicht.

Metallbau, Landtechnik und Hufbeschlag – alle unsere Sparten entstammen ursprünglich der Dorfschmiede, haben sich aber stark verändert. Wie kann man alles unter einen Hut kriegen?

Das ist ein permanenter Spagat. Man kann das nicht lösen, indem man nach Gemeinsamkeiten sucht, sondern nach dem, was allen einen Nutzen bringt. Das ist zum Beispiel das Bildungszentrum Aarberg, der gemeinsame Gesamtarbeitsvertrag, ein gemeinsames Backoffice, die Sozial- und Ausgleichskassen. So haben die Fachverbände einen grösseren Nutzen, als wenn sie das alles allein stemmen müssten.

Auch die Sozialpartnerschaft ist vermutlich nicht mehr die gleiche wie früher. Was ist da passiert?

Früher hatten Gewerkschafter mehrheitlich eine Berufslehre absolviert, waren nicht politisch tätig und hatten ein Grundverständnis für die Bedürfnisse der Unternehmen. Heute kommen viele Leute von Hochschulen, es findet eine Ideologisierung statt, das Verständnis für die Welt



AGROTEC
SUISSE



3. Berufsprüfung für Landmaschinen-, Baumaschinen- und Motorgerätemechaniker 2022

In Ausführung des Bundesgesetzes über die Berufsbildung sowie der vom Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation SBFI am 1. Mai 2018 genehmigten Prüfungsordnung wird die 3. Berufsprüfung zum **Diagnosetechniker Landmaschinen, Baumaschinen oder Motorgeräte mit eidg. Fachausweis** voraussichtlich vom 2. bis 26. März 2022 in Aarberg durchgeführt.

Anmeldung

Die vollständige Anmeldung zur Berufsprüfung ist mit dem Originalanmeldeformular fristgerecht bis am 30. Oktober 2021 an das Prüfungssekretariat einzureichen. Das Anmeldeformular und weitere Informationen sind zum Download auf www.agrotecsuisse.ch → Bildung → Weiterbildung bereit. Die Anmeldung senden Sie an:

AM Suisse
Fachverband Agrotec Suisse
Prüfungssekretariat
Chräjeninsel 2
3270 Aarberg

Kosten

Prüfungsgebühr	CHF	1'860.00
Material	CHF	510.00
eidg. Fachausweis	CHF	50.00
Total	CHF	2'420.00

Weitere Auskünfte erteilt das Sekretariat der AM Suisse in Aarberg.
Peter Stalder
E-mail: p.stalder@amsuisse.ch
Tel. 032 391 99 44

3^{ème} examen professionnel pour mécanicien en machines agricoles, machines de chantier et d'appareils à moteur 2022

En application de la loi fédérale sur la formation professionnelle et du règlement d'examen approuvé par le secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) le 1^{er} mai 2018, le 3^{ème} examen professionnel pour les **techno-diagnostics en machines agricoles, en machines de chantier et d'appareils à moteur avec brevet fédéral** devrait avoir lieu du 2 au 26 mars 2022 à Aarberg.

Inscription

L'inscription à l'examen professionnel dûment remplie (formulaire d'inscription original) doit être remise dans les délais, soit jusqu'au 30 octobre 2021, au secrétariat d'examen. Vous pouvez télécharger le formulaire d'inscription et d'autres informations sur le site www.agrotecsuisse.ch → Formation → Formation continue. Veuillez envoyer votre inscription à l'adresse suivante :

AM Suisse
Association professionnelle Agrotec Suisse
Secrétariat d'examen
Chräjeninsel 2
3270 Aarberg

Coûts

Taxe d'examen	CHF	1'860.00
Matériel	CHF	510.00
Brevet fédéral	CHF	50.00
Total	CHF	2'420.00

Pour de plus amples renseignements, veuillez prendre contact avec le secrétariat d'AM Suisse à Aarberg.
Peter Stalder
e-mail : p.stalder@amsuisse.ch
tél. 032 391 99 44

3° esame di professione per meccanico di macchine agricole, meccanico di macchine edili e meccanico di apparecchi a motore 2022

In esecuzione della Legge federale sulla formazione professionale e del regolamento d'esame approvato il 1° maggio 2018 dalla Segreteria di Stato per la formazione, la ricerca e l'innovazione SEFRI, si svolgerà ad Aarberg presumibilmente dal 2 al 26 marzo 2022 l'esame di professione per **tecnico di diagnostica per macchine agricole, macchine edili o apparecchi a motore con attestato professionale federale**.

Iscrizione

La domanda completa per l'iscrizione all'esame di professione deve essere presentata alla segreteria d'esame utilizzando il modulo di candidatura originale entro il 30 ottobre 2021. Il modulo di candidatura e ulteriori informazioni sono disponibili per il download su www.agrotecsuisse.ch → Formazione → Perfezionamento. Inviare la domanda d'iscrizione a:

AM Suisse
Associazione professionale Agrotec Suisse
Segreteria d'esame
Chräjeninsel 2
3270 Aarberg

Costi

Tassa d'esame	CHF	1'860.00
Materiale	CHF	510.00
Attestato professionale federale	CHF	50.00
Totale	CHF	2'420.00

Ulteriori informazioni sono disponibili presso la segreteria di AM Suisse ad Aarberg.
Peter Stalder
e-mail: p.stalder@amsuisse.ch
tel. 032 391 99 44

jusqu'à trouver un compromis. Celui-ci était accepté de part et d'autre et l'on s'y tenait. En lieu et place d'intérêts et de projets communs, les rapports se réduisent de plus en plus à des échanges de revendications.

Comment a évolué la perception politique des prestations que nos membres et notre organisation fournissent en faveur de la société?

Nous sommes à l'écoute de la politique et de l'administration. Mais ce qui reste désastreux, c'est la représentation politique des entrepreneurs de PME. Nous avons actuellement la chance d'être représentés au Conseil national par Diana Gutjahr et Fabio Regazzi. Mais ici encore, il est presque devenu impossible de gérer conjointement une vie de chef d'entreprise et des responsabilités politiques. À cet égard, l'évolution au cours des trente dernières années n'a certainement pas été positive.

Le secteur de la construction est en plein boom, les exigences sociales, économiques et politiques envers l'agriculture ne cessent de croître. Sommes-nous parés pour l'avenir?

Le secteur de la construction est en plein boom, les entreprises de construction métallique ont des carnets de commandes bien remplis. Mais, et cela reste pour moi une énigme, la guerre des prix est toujours aussi intense. Les dernières évolutions avec le Building Information Modeling BIM et la planification entièrement interconnectée dans le secteur de la construction, qui nécessitent de gros investissements, vont changer la branche. Les maîtres d'ouvrage seront

de plus en plus nombreux à ne travailler qu'avec des entreprises compatibles BIM. Les grandes entreprises et celles qui proposent des produits de niche sont certainement parées, mais les entreprises polyvalentes doivent quant à elle mieux se positionner. En technique agricole, la situation est différente. Il existe une forte dépendance vis-à-vis du contexte politique, mais sur le plan technique, le secteur est extrêmement avancé. Il y aura un assainissement structurel. Bientôt, le parc de machines comptera en effet plus de composants logiciels que mécaniques. Cela nécessite une formation et une infrastructure différentes, et toutes les entreprises ne sont pas à la hauteur de ce défi. Pour nous, cela implique toujours d'accompagner et de soutenir les entreprises, que ce soit en matière de formation initiale et continue ou dans de nombreux autres domaines.

Comment imaginer la vie du directeur d'AM Suisse à la retraite?

Je n'ai pas de grands projets. Je prendrai d'abord un peu de temps pour profiter pleinement de mon épouse et de mon chien, puis j'envisage de faire du bénévolat, par exemple auprès des personnes âgées ou des enfants. J'exerce actuellement une activité pleine de sens et j'aimerais poursuivre dans cette lignée à l'avenir.

L'association professionnelle Agrotec Suisse vous souhaite beaucoup de plaisir et vous remercie pour tout ce que vous avez accompli pour nous. ■

*Les questions ont été posées par
Rob Neuhaus*

der KMU fehlt zunehmend. Das ist gefährlich. Ideologisch motivierte Forderungen führen zur Verhärtung, je nachdem bis zum vertragslosen Zustand. Früher sass man am Tisch, bis man einen Kompromiss gefunden hatte. Diesen hat man beidseitig akzeptiert und durchgezogen. Anstelle gemeinsamer Interessen und auch Projekten hat sich das Verhältnis zunehmend auf einen Austausch von Forderungen reduziert.

Wie hat sich die Wahrnehmung der Leistungen, die unsere Mitglieder und unsere Organisation für die Gesellschaft erbringen, in der Politik verändert?

Wir haben ein Gehör in der Politik und in der Verwaltung. Was aber nach wie vor katastrophal schlecht ist, ist die Vertretung von KMU-Unternehmern in der Politik. Wir haben aktuell das Glück, mit Diana Gutjahr und Fabio Regazzi im Nationalrat vertreten zu sein. Aber auch hier gilt, dass Unternehmen und Politik fast nicht mehr gleichzeitig zu bewältigen ist. Diesbezüglich war die Entwicklung in den letzten dreissig Jahren sicher nicht positiv.

Die Baubranche boomt, die gesellschaftlichen, wirtschaftlichen und politischen Anforderungen an die Landwirtschaft nehmen dauernd zu – sind wir für die Zukunft gerüstet?

Die Baubranche boomt tatsächlich, die Metallbauunternehmen haben volle Auftragsbücher. Aber, und das ist mir ein Rätsel, der Preiskampf hat sich überhaupt nicht entspannt. Die neue Entwicklung mit dem Building Information Modeling BIM, der total vernetzten Planung im Bauwesen mit hohem Investitionsbedarf, wird die Branche verändern. Es wird zunehmend Bauherren geben, die nur noch mit BIM-kompatiblen Betrieben arbeiten. Die grösseren Firmen und solche mit Nischenprodukten sind sicher gut gerüstet, aber Allrounderbetriebe müssen sich stärker profilieren. In der Landtechnik sieht die Sache anders aus. Es besteht eine hohe Abhängigkeit vom politischen Umfeld, aber technisch ist die Branche extrem fortgeschritten. Es wird eine Strukturbereinigung geben, der heutige Maschinenpark besteht bald aus mehr Software als Mechanik. Das bedingt andere Ausbildung und Infrastruktur, und das können allenfalls nicht alle Betriebe lösen. Für uns heisst das weiterhin, dass wir die Betriebe begleiten und unterstützen, sei es bei der Aus- und Weiterbildung und in vielen anderen Bereichen.

Wie können wir uns das Leben des pensionierten AM-Suisse-Direktors vorstellen?

Ich habe keine grossen Pläne. Ich nehme mir etwas Zeit für eine Konsolidierungsphase mit meiner Frau und meinem Hund und werde dann Ausschau halten für eine Freiwilligenarbeit, zum Beispiel mit alten Leuten oder Kindern. Ich hatte hier eine sinngebende Tätigkeit, und ich würde gerne noch weiterhin einer solchen nachgehen.

Der Fachverband Agrotec Suisse wünscht Ihnen dabei viel Freude und danken Ihnen für alles, was Sie für uns erbracht haben. ■

Die Fragen stellte Rob Neuhaus